**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** **SEMESTRIEL**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet: Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre****Numéro Projet: PBF-IRF -335/ MPTF 00119347** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  **Fonds fiduciaire pays** [ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **Oxfam (ONG Internationale) -**  |
| **Date du premier transfert de fonds:** 19/12/2020**Date de fin de projet:**16/06/2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** OUI |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[x]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** OXFAM $ 1,485 000 **Total: $ 1,485,000** Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 60 %\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $1 232 550.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $656 346.53 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet: 1.** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Veneranda PadonouRapport approuvé par: Harouna TambouraLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

La période du projet, objet du rapportage, a été confrontée à différents évènements et difficultés imprévus qui ont ralenti la délivrance de certains livrables dans les délais planifiés.

En effet, la dégradation du contexte politico sécuritaire à partir de décembre 2020 avec la création d’une nouvelle coalition de certains groupes armés dénommée : Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) et la déclaration de l’état d’urgence ont ralenti certaines activités. De même, l’instauration d’un couvre-feu et la poursuite des opérations militaires de reconquête du territoire ont continué à impacter sur le chronogramme des activités.

Cependant, le projet a réussi à créer au niveau communautaire une dynamique de processus de paix qui intègre tous les acteurs locaux pour des approches de solutions durables. Le rapprochement des forces de défense et de sécurité avec les organisations de la société civile a permis de rétablir la confiance brisée par les différents évènements et a favorisé les partages d'information pour une meilleure gestion et réduction des violences de tout genre perpétrées contre les populations dans les zones du projet.

Le projet a permis par exemple, lors des derniers évènements de décembre 2020, aux Organisations de la Société Civile (OSC) féminines à Paoua de conduire quatre rencontres de médiations auprès des Responsables des Unite Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et des groupes armés ce qui a contribué au retour au calme a Paoua centre. Le projet a également suscité l'engagement des jeunes filles tant au niveau des lycées que dans les communautés qui ont été sensibilisées sur la RSS sensible au genre dans les métiers des forces de défense et de sécurité à travers l’augmentation des candidatures féminines qui a permis l’enrôlement du nombre de femmes sur la période du projet . Il existe désormais un quota de 10% pour les FACA et 30% pour les autres corps alloués au recrutement des femmes décidés par le comité stratégique DDRR-RSS-RN.

A ce stade du projet, toutes les activités préparatoires (contractualisation avec les partenaires nationaux, recrutement du staff projet, élaboration des documents stratégiques du projet - plan opérationnel et cadre de suivi) ont été achevées, de même que toutes les activités essentielles :

* La mise en place des 6 réseaux d’OSC féminines en charge de conduire le plaidoyer national ;
* Les différents parcours de renforcement de capacité (Genre-RSS-Sécurité Communautaire- le parcours Plaidoyer et lobbying ;
* La réalisation des 5 analyse de conflits dans les zones de Bria, Bambari, Bossangoa, Bangassou et Paoua ;
* La formation de 800 jeunes dont 720 jeunes filles en Gestion des Activités Génératrice de Revenue ;
* La formation de 100 jeunes dont 90% de jeunes filles sur l’entreprenariat ;
* La réalisation des 74 sessions de dialogues communautaires

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

4 grandes actions sont prévues pour les 6 prochains mois. Il s’agit de :

* Organisation d’un débat national télévisé sur la Reformes du secteur de la sécurité ;
* La réalisation et la diffusion d’un film documentaire sur les acquis du projet ;
* La tenue d’un congrès des jeunes à Bangui et dans les 5 régions du projet sur le Leadership des Jeunes dans la Résolution UNSCR 2250 notamment sur la réduction de l’utilisation des Armes Légères et de Petits Calibres ( ALPC) ;

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

Le projet a véritablement permis aux OSC de se positionner comme acteurs de paix et de médiation dans les zones d’intervention du projet. En effet, lors des derniers évènements de décembre –janvier, les réseaux d’OSC féminines ont conduit des médiations dans leurs communautés pour anticiper et réduire les cas de violence sur les femmes avec le soutien des unités des forces de sécurité en place.

Par ailleurs, à travers les activités de relance économique qui ont démarré à Bangui, le projet a permis aux groupements de femmes et de jeunes de trois quartiers de Begoua (Nzako 1, Nzako 2 et Ngola 2) qui avaient perdu leurs sources de revenus économiques au cours des différents conflits et qui constituaient de potentielles cibles de conflits et de violence (enrôlement pour les jeunes hommes, prostitution ou violence basée sur le genre pour les femmes et jeunes filles) de relancer leurs Activités Génératrices de Revenus. Ce qui réduit l’oisiveté et freine les tendances belliqueuses dans leurs communautés.

Aussi du côté des forces de l’ordre, le projet a induit de bonnes pratiques telles que des changements en termes d’infrastructures avec une séparation des dortoirs et installations sanitaires dans les écoles et les centres de formation.…

Enfin, le projet, à travers les actions du réseau des OSC féminines de Bangui, a permis d’influencer la nouvelle stratégie de reformes du secteur de sécurité en cours de rédaction laquelle a pris en compte deux recommandations des OSC notamment l’insertion de « l’approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l’égalité des chances au sein d’un secteur de sécurité performant »

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

Les bénéficiaires directs du projet sont les organisations de la société civile (OSC), membres des réseaux RSS mis en place lesquelles une fois renforcées pourront œuvrer de concert pour influencer les reformes du secteur de la sécurité en vue d’une sécurité communautaire sensible au genre. En effet, plusieurs Organisations de la Société Civile (OSC) membres de la Plateforme Nationale RSS de la République Centrafricaine (RCA), qui travaillent pour l’autonomisation des femmes et pour l’implication du genre dans le secteur de sécurité ont entamé des activités de plaidoyer pour influencer la nouvelle stratégie RSS en révision. Il s’agit entre autre de : Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) ; Centre pour la Promotion et la Défense des Droits des Enfants (CPDE), ONG Nationale URU (Sauter/Décoller) ; Coopération des Femmes Performantes de Centrafrique (CFPCA) ; Réseau Centrafricain du Leadership des Jeunes et des Femmes en Afrique Francophone (RCLJFAF) ; Conseil National de la Non-Violence Active (CNNVA) ; Passa de Centrafrique (PC) ; Association des Forces Vives pour un Avenir Meilleur (AFVAM) ; Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC) ; Réseaux des Femmes Croyantes Médiatrices de Paix (RFCMP) ; Women Act for Living Together (WALT) ; Association pour la Promotion des Initiatives Privée en Centrafrique (APIC) ; Association des Jeunes pour la Paix et le Développement (AJAPED) ; Association Femmes en Danger (FED) et la Société Civile en République Centrafricaine (SCRCA

C’est le cas par exemple aussi avec OSC SOS Civisme, bénéficiaire du projet, qui a eu les connaissances et outils nécessaires pour conduire une recherche en janvier 2021 sur le danger des armes à feux dans les communautés. Le travail a révélé le taux de violence (généralement oublié par les statistiques nationales) causées sur les femmes et les jeunes par la détention et l’utilisation illégales des ALPC (Armes légères de Petits Calibres) au sein des communautés et l’importance pour les femmes de participer au désarmement civil en menant des activités de veille citoyenne et d’alerte sur le flux illicite des armes.

Par ailleurs, dans les zones d’intervention du projet et grâce aux diverses actions de mobilisation communautaire conduites par les OSC sur l’analyse de genre dans les questions de sécurité, différents témoignages recueillis au sein des communautés lors des dialogues communautaires ont montré un impact sur la scolarisation des filles comparé aux années précédentes. L’impact a consisté à la prise de conscience au sein de la communauté de l’importance et l’avantage de la scolarisation des filles. En effet, dans les zones d’intervention du projet et selon les témoignages reçus des OSC, le nombre de filles a augmenté dans les écoles sur la période du projet. Les femmes ont réalisé que leur statut de victimes est aussi lié au fort taux d’analphabétisme et ont compris l’importance et la portée de cet enjeu dans la gestion des conflits et se sont engagées dans la scolarisation systématique des filles. Ce nouvel indicateur induit par les effets indirects du projet sera confirmé par des données réelles lors de l’évaluation finale

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: D’ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: On track with significant results**

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Comme prévu dans la logique d’intervention du projet, l’atteinte de ce résultat a permis de créer les conditions de base dans les 6 zones d’intervention du projet pour les actions d’influence des OSC dans le secteur de sécurité.

En effet, à cette date chacune des six zones d’intervention dispose d’un réseau d’OSC féminines-RSS. Tous les 6 réseaux ont bénéficié d’un curriculum de renforcement de capacité en 3 parcours :

- Un 1er parcours portant sur le genre, les résolutions 1325 et 2250, la convention sur l´élimination de toutes les formes des formes de discrimination á l´égard des femmes

- Un 2e parcours a porté sur la RSS, la politique nationale de sécurité, la RSS et le genre

- Enfin le parcours réseau et plaidoyer comprenant le leadership, le réseautage et la gouvernance des réseaux, le plaidoyer et l´influence

Les différents parcours de renforcement de capacités organisés au profit des réseaux d’OSC ont permis à chaque zone d’avoir un plan d’action d’engagement communautaire et une stratégie de plaidoyer en fonction des défis sécuritaires locaux liés à chaque zone. Au minimum, 30 rencontres ont été tenues entre les OSC et différentes autorités locales à savoir 8 à Paoua, 8 à Bria 4 à Bangassou,4 à Bambari, 3 à Bossangoa, et 3 à Bangui.

Dans les provinces, les capacités renforcées et la mise en œuvre des plans d’actions communautaires ont permis aux réseaux d’OSC féminines notamment celles de Paoua et de Bria, d’améliorer non seulement leur collaboration avec les forces de l’ordre et les Autorités locales mais aussi de participer et/ou d’initier des médiations de leurs communautés qui ont contribué à éviter ou calmer des conflits locaux.

A Bangui, le même parcours a permis aux OSC féminines de participer à la revue de la stratégie RSS et à influencer la nouvelle en cours d’élaboration en faisant passer 2 recommandations sur les aspects genre

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Toutes les activités menées dans le cadre de ce projet ont adressé les questions de l'égalité des sexes et à chaque fois les femmes, les hommes et les jeunes sont représentés et impliqués dans les différentes activités et réflexions.

Pour chaque activité, un quota de participation en genre est fixé pour chaque entité. Et si dans une zone il est difficile d’avoir les quotas requis, une compensation est trouvée sur d’autres zones qui ont plus de flexibilité pour assurer une égalité des sexes sur l’ensemble du projet.

Aussi, vu qu’en général les sessions de renforcement sur les questions de sécurité dans les communautés visent les hommes, ce projet a ciblé beaucoup plus les femmes tout en maintenant les hommes pour maintenir un équilibre dans le partage des connaissance et d’aptitudes dans les zones.

Au total 180 personnes considérés comme les acteurs clés des communautés (dont 43 hommes et 137 femmes) sont renforcés sur le plaidoyer, le genre, les résolutions 1325, 2250, la convention sur l´élimination de toutes les formes de discrimination à l´endroit des femmes et la RSS sur l’ensemble des 6 zones.

**Résultat 2: D'ici juin 2021, les organisations de la société civile féminines s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaire inclusives et l'accès équitable au service dans les services dans le zones du projet.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’analyse des conflits effectuée et sa restitution dans chacune des 5 régions a permis aux différents acteurs (Autorités politico-administratives, leaders communautaires, CLPR, forces de l’ordre, ONG nationales et internationale) , notamment les OSC féminines d’avoir la situation contextualisée des facteurs de conflits tels que perçus par les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes les plus marginalisées dans leurs zones.

Cette appropriation du contexte sécuritaire combiné avec le processus de renforcement ci-dessus énumérés a permis aux OSC féminines de chaque zone d’intervention de mieux comprendre les enjeux liés à la sécurité communautaire et de créer des cadres de dialogues et d’échanges avec les Force de défense et de sécurité, ainsi que les Autorités locales, les leaders communautaires en lien avec les défis de sécurité locale. Au total plus d’une trentaine de rencontre de concertation se sont tenues entre les OSC, les Forces de Sécurité Intérieur (FSI), les Forces Armées Centrafricaine (FACA), les Unités Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et les autorités locales, permettant soit de ramener le calme soit d’anticiper sur des cas de violence (Paoua, Bria, Bambari, Bangassou). L’exemple de Paoua lors des derniers évènements de Décembre 2020 et Janvier 2021 a été édifiant en ce sens qu’avec l’insécurité grandissante, les viols, les vols, les extorsions ont repris de façon flagrante et une délégation des OSC féminine a mené plusieurs démarches pour mettre autour de la table les Autorités, USMS, FACA pour dénoncer les nouveaux cas de violences dont sont victimes les populations. En effet, avec les attaques sur Bangui, les éléments de USMS qui sont normalement cantonnes, se sont retrouvés sans ressources et sans vivres. Ils étaient obligés de sortir de leur Base, pour aller dans la ville. C’est dans cette période que certains quartiers de la ville proches de leur Base ont connu une montée de la violence et de la criminalité. les démarches des femmes ont amené les Autorités interpellées à identifier les auteurs dans leurs rangs, notamment les éléments USMS, de les recadrer et/ou de les sanctionner. Aussi, une contribution sociale a été organisée par les femmes pour soutenir les éléments de USMS qui sont dans les quartiers et qui commettaient des extorsions sur les femmes. Ce qui a réduit les violences et à ramener une accalmie au sein des populations avec une reprise des mouvements. Ce qui est aussi un facteur pertinent pour le processus d’une paix durable parce que ce sont les acteurs eux-mêmes qui œuvrent pour un environnement sécuritaire égalitaire et sûr.

Aussi, dans le but de favoriser des mesures sécuritaires inclusives, les capacités de plus de 250 leaders communautaires et autorités locales ont été renforcés sur la sécurité communautaire, le Genre et la RSS. Ces sessions de renforcement de capacités de divers acteurs de la communauté ont créé les conditions favorables pour la tenue des dialogues intercommunautaires. Au total 74 sessions d’échanges communautaires ont été organisées à Paoua, Bria, Bambari, Bossangoa et à Bangui et ont mobilisé 4220 un maximum de 50 personnes par séance avec l’allègement des restrictions Covid-19) qui ont eu l’opportunité de s’exprimer et de contribuer aux stratégies de gestion des défis genre (Manque de dispositif sexospecifiques sur les sites des déplacés, agressions physiques lors des déplacements, rejets des femmes par les familles après agressions subies, etc..) liés au processus de sécurisation des hommes et des femmes dans leurs communautés

Enfin pour contribuer à un retour rapide à la stabilité et à une paix durable, le projet a créé les conditions favorables au processus de réintégration durable des communautés à travers la relance économique et la cohésion sociale. Ainsi, 800 jeunes dont 720 jeunes filles jeunes filles considérés plus vulnérables par les communautés et les autorités locales lors des ciblages et exposé(es) aux risques de délinquance, d´enrôlement dans les groupes armés et de prostitution ont été formés pour la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; une quarantaine de groupements de jeunes femmes sont mis en place autour de ces AGR (Produits maraichers, vente des produits de 1ere nécessité, restauration, cafeteria, etc ) non seulement dans le but de maximiser les revenus mais aussi pour favoriser le vivre ensemble et la cohésion sociale autour d’intérêts communs.

De même, 100 jeunes dont 90% jeunes filles, considérés comme des modèles d’initiatives locales ont été renforcés en gestion d’entreprenariat. Ce qui leur a permis non seulement de consolider la dynamique de relèvement contenues dans leurs initiatives mais aussi de créer dans les communautés une autre vision de jeunesse dans le contexte conflictuel.

Cette initiative permet de canaliser positivement la force de la jeunesse à travers des activités ayant pour but leur auto-prise en charge économique qui leur permet de se focaliser sur des enjeux positifs de réussite, gage d’une stabilité durable.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Pour chaque activité, un quota de participation en genre est fixé pour chaque entité. Et si dans une zone il est difficile d’avoir les quotas requis, une compensation est trouvée sur d’autres zones qui ont plus de flexibilité pour assurer une égalité des sexes sur l’ensemble du projet.

Sur les 250 leaders communautés et Autorités Locales renforcés, 150 sont des leaders féminins soit un pourcentage de plus de 60%.

Ensuite, les 74 sessions de dialogues communautaires ont mobilisé environ 4220 personnes dont 2310 femmes, 1910 hommes soit un taux de participation féminine de 54,74%

Enfin, sur les 800 jeunes bénéficiaires d’un appui en AGR, 720 jeunes filles sont ciblées soit un taux de 90%. Et sur les 100 jeunes entrepreneurs formés sur la gestion de l’entreprenariat, 90% sont des jeunes femmes

**Résultat 3: D'ici juin 2020, un réseau national d'organisation de la société civile sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et judiciaire en faveur de tous.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Pour appuyer la stratégie d’influence des OSC, le projet a permis de faire l’’inventaire et l’analyse des politiques nationales, lois et budgets du secteur de la sécurité en lien avec le genre, qui ont été validés par le gouvernement le 17 mars 2021 et constituent un outil pertinent pour la RCA en matière de la prise en compte du genre dans les politiques et stratégie de sécurité.

Par ailleurs les bonnes pratiques induites par le projet au sein des Forces de sécurités sont collectées et documentées et sont collectées aussi bien au niveau national que local. Au-delà ces divers produits, des rencontres ont été organisées par les OSC de Bangui avec différentes autorités à divers niveaux : au niveau de l’armée (colonel et généraux) des ministères et de la Minusca pour influencer la nouvelle Stratégie RSS en cours d’élaboration dans sa prise en compte du volet genre. Et déjà, il est à noter que deux des recommandations des OSC sont approuvées par la Coordination Nationale RSS (CNRSS) et seront prises en compte dans la nouvelle stratégie RSS :

* "Revoir l’approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l’égalité des chances au sein d’un secteur de sécurité performant.
* Faire de la promotion d’égalité une priorité transversale dans tout programme RSS et veiller à ce que les partenaires internationaux reflètent cette priorité dans leurs programmes”.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le but de l’inventaire des lois et politiques réalisé est de corriger les inégalités genre dans l’élaboration des politiques publiques. En effet, cet inventaire a permis de relever les gaps ( absence d’actions spécifiques et de budgets sensibles genre au niveau des différents ministres sectoriels : Défense, Sécurité publique, Justice, Finances, Eaux et Forêts) de la prise en compte des besoins réels des femmes dans les politiques et donc ce résultat va être incorporé à la stratégie de plaidoyer national porté par les OSC féminines afin d’avoir des textes et lois plus égalitaires dans le secteur de la sécurité.

Par ailleurs, le projet contribue au renforcement de capacité de l’équipe Genre de la Coordination nationale sur la RSS et le genre et leur prise en compte dans les opérations de sécurité communautaire. Au total, les capacités de 24 points focaux Genre/RSS dont 12 femmes issues de 12 corps en uniforme de l’Etat sont renforcées. Ceux- ci ont été mis à la disposition du projet pour former leurs pairs. Ainsi sur les 192 personnes formées au sein des CMOP, CTS, USMS, FDSI, 50 sont des femmes soit 26%. De Mars à Mai au total 526 élèves et jeunes cadres de la Police, de la gendarmerie, des gardiens pénitentiaires et cadres et agents des douanes ont été formés sur la prise en compte du genre et la RSS dont 165 femmes (soit un taux de 31%).

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Sur la période de rapportage, différentes rencontres de concertation ont eu lieu avec les partenaires nationaux du projet et aussi avec le Bailleur pour faire le point de l’évolution du projet suite aux derniers évènements de décembre-janvier.* *Aussi l’équipe MEAL du projet a organisé des mission terrain pour le suivi des activités.**Des rapports mensuels du projet sont produits et partagés avec le Secrétariat PBF pour le suivi de la performance* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Le projet a lancé des enquête de perceptions sur les kit AGR distribués et aussi des collectes de données auprès des ménages sur l’impact transformateur de la relance économique au sein des communautés |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 15000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Une évaluation interne est prévue avant la fin du projet qui sera suivie d’une évaluation externe avant la production du rapport final du projet. La phase actuelle est celle de l’élaboration des TDRs, des outils, d’identification des acteurs et la cartographie. Cette évaluation sera qualitative et sera focalisée sur les partenaires, les OSC impliquées. Elle permettra d’apprécier la collaboration, les objectifs poursuivis par le projet, les difficultés, les leçons apprises et faire des suggestions pour corriger ce qui est corrigeable avant l’évaluation externe. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($):    Le projet n'a pas conduit a des engagemens de financement autres que le PBF.   Cependant, le financement UNPBF a constitué un atout dans le dossier de candidature d’Oxfam suite à un appel à projet de Belgium-FPS Foreing Affairs pour un montant de 500.000 euros avec un potentiel démarrage en 2022. Le financement n’a finalement pas été obtenu mais après échange avec Belgium FPS et vu la thématique (Renforcement de capacité de différents acteurs (femmes, jeunes, agent de force de l’ordre sur les enjeux de sécurités communautaires)), l’actuel soutient de UNPBF constituait un avantage pour la demande de Oxfam. Cependant, des raisons de priorisation géographique ont prévalu sur cet avantage initiale.                             |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Durant sa mise en œuvre, le projet a été confrontée à différents évènements et difficultés imprévus qui ont agi sur la délivrance des livrables dans les délais planifiés. En effet, au-delà de la crise sanitaire de covid qui continue, l’organisation des Elections présidentielles de décembre 2020 et la dégradation du contexte politico sécuritaire qui en a suivi a eu de réelles conséquences sur l’exécution des activités. Aussi, l’état d’urgence d’urgence déclarée avec l’instauration d’un couvre-feu et la poursuite des opérations militaires de reconquête du territoire continuent d’impacter sur le chronogramme des activités. Cette situation a conduit à la demande et l’obtention d’une « Extension Sans Cout » afin de rattraper les retards et capitaliser les impacts du projet.Un plan d’accélération a été élaboré et intègre différents scenarii de mise en œuvre pour chaque volet d’activités et fait appel à des stratégies adaptées au cas par cas. Ce qui permettra de poursuivre les activités quelle que soit l’évolution du contexte. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. **Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.**

$15000

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.**

Les mesures restrictives de mouvement et de rassemblement ont remis en cause toute la planification du projet. Les activités de base du projet sont des formations de réseaux d’OSC et donc nécessitent un regroupement d’un grand nombre de personnes. Les ajustements faits pour dans le nouveau contexte sanitaire sont de 3 ordres :

1. D’abord, une nouvelle planification a été faite en fonction du nouveau contexte et qui fait le point des activités réalisables sur l'ensemble du projet en minimisant les risques pour les acteurs impliqués

2. Ensuite pour la réalisation des formations, la stratégie développée a consisté à scinder les groupes de formation pour respecter les limites fixées par les autorités (15 personnes maximum) et à multiplier le nombre de sessions. Ces aménagements ont été opérés en tenant, au maximum, de respecter les lignes budgétaires du projet.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[x]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[x]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Le projet a initié des activités de plaidoyer envers le Gouvernement aux fins d'anticiper sur les possibles conséquences des mesures restrictives anti-Covid qui risquaient d’avoir un impact négatif sur la sécurité communautaire (violences policières face aux surcharges dans les taxis et sur les taxi-motos, augmentation des prix des denrées de première nécessité sans mesures d’accompagnement, augmentation des violences domestiques face aux restrictions des mouvements, etc.). Dans cette logique et pour apaiser les tensions, des actions de conciliation ont été menées et de plaidoyer, à travers un groupe de jeunes femmes « I LONDO AWE », avec les syndicats de différents corps de métiers (Taxi-moto, transporteurs, Commerçants, etc); des rencontres ont été organisées aussi avec les plateformes nationales de la société civile pour soutenir le processus d'apaisement entamé et enfin des rencontres ont eu lieu avec certains Ministres (Ministre de l’eau et du transport). Ces démarches ont permis de réduire les risques de tensions et de désamorcer l’organisation de manifestations de protestations.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****D´ici juin 2021, un réseau national d`OSC Féminines et sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l´échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l´amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.** |  |  |  |  |  |  |
| Indicateur1a : Nombre de réseaux d´OSC féminines et sensibles au genre dont l´action a amélioré la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision communautaires et nationales sur la sécurité et la cohésion sociale. | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| Indicateur1b : Nombre de réseaux d´OSC féminines et sensibles au genre qui ont un plan de plaidoyer ou un plan d´action d´engagement communautaire et les mettent en œuvre | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
|  | Indicateur 1.1. : nombre de leaders femmes,filles et jeunes formé(e)s et accompagné(e)s | **0** | **150 ( 135 femmes et filles) 15 hommes** | **150** | **180 ( 150 femmes et 30 hommes)** |  |
| Produit 1.1**150 leaders féminins, jeunes et d´OSC sensibles au genre sont formé(e)s et accompagné(e)s** | Indicateur 1.1.1Nombre de leaders féminins formées | **0** | **135** | **135** | **150** |  |
| Indicateur 1.1.2nombre de réseaux renforcés/créés et formés | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| Indicateur 1.1.3 Nombre de leaders formé(e)sen genre et instruments juridiques |  | **150 (135 femmes et 15 hommes)** | **150**  | **180 (150 femmes et 30 hommes)** |  |
| Indicateur 1.1.4 : plans de plans de plaidoyer,Plans d´actions, appuyés | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| **Résultat 2****D'ici juin 2021, les organisations de la société civile féminines s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaire inclusives et l'accès équitable au service dans les services dans le zones du projet.** | Indicateur 2.a% de mesures sécuritaires inclusives adoptés par les leaders communautaires et les comités locaux de paix et protection sous l’impulsion des OSC féminines sensibles au genre | **0** | **75%** | 75% | **33%** | Une analyse sur les 6 zones, nous montre que les OSC de 2 zones (Paoua et Bria) ont pu obtenir des mesures sécuritaires inclusives au sein des communautés. Ce qui nous amène a faire un taux estimatif de 33%  |
| Indicateur 2 b : nombre de cadres de dialogue établis entre les OSC féminines, les jeunes et les autorités locales, les comités de sécurité urbaine, comités techniques de sécurités, lesCMOP, les USMS, dans les 6 villes du projet | **0** | **6** | 6 | **6** |  |
| Indicateur 2 c : % des mesures sécuritaires et services délivrés par les autorités locales, les instances CTS, les CMOP, USMS et les autorités locales prises localement et des plans locaux de sécurité prennent en compte lesfemmes, les jeunes, les minorités et les personnes les plus marginalisés. | **0** | **100%** | 100% | **ND** | L’évaluation finale permettra de renseigner cet indicateur |
| Indicateur 2.1.1 : nombre de staff (Oxfam et partenaires) et leaders D’OSC formés | **0** | **35 (dont au moins 13 femmes)** | **35 (dont au moins 13 femmes)** | **41 ( 30 0SC leaders et 11 staff dont un total de 27 femmes)** |  |
| Produit 2.1**2 rapports d´analyses sensibles au genre de la dynamique de la violence, des conflits et de la perception des****communautés sur la sécurité** | Indicateur 2.1.2Nombre de rapports sur l´analyse des dynamiques locales de conflit sensible au genre, d´étude sur les perceptions des femmes, des jeunes, des minorités et des communautés en général sur la sécurité et les instances en charge de la sécurité disponible | **0** | **2** | 2 | 1 rapport global a été produit pour les 2 aspects : -Analyse des conflits sensibles au genre-Analyse de la perception des populations sur la sécurité | * Pour des raisons d’efficience, Il a été retenu avec les différents consultants (nationaux et internationaux) de produire un rapport global au lieu de les dissocier.
 |
| Indicateur 2.1.3Nombre ateliers de restitutions des analyses et études avec la participation des leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, CSU, et des OSC | **0** | **6** | **6** | **5** | L’analyse de Bangui a été retardée par les derniers évènements de décembre-Janvier. Elle a donc été repoussée en Mars pour permettre de faire une analyse du nouveau contexte sécuritaire en lien avec la nouvelle alliance des groupes armés (CPC). Mais l’appel international lancé a été infructueux. Les mesures envisagées consistent soit à faire une dérogation, soit lancer un appel à une consultance nationale |
| Produit 2.2**30 000 personnes mobilisées pour le changement de comportement, le dialogue entre groupes genre, entre ceux-ci et les acteurs locaux de paix, sécurité et développement sur les inégalités genre, la sécurité pour tous, l´accès aux services et les solutions pour la transformation des conflits.** | Indicateur 2.2.1Nombre d´émissions radio, de théâtre-forums, d´´activités culturelles et récréatives civilo-miliaires/interculturelles réalisées | **0** | **37** **(18 émissions radio,** **7 théâtre forums,****12 activités culturelles et****récréatives civilo-miliaires/ interculturelles,)** | **37** | **9 émissions radio**  | L’état d’urgence et le couvre-feu ont ralenti les activités civilo-militaires et les émissions radio. En effet le contexte sociopolitique est resté sensible pour débattre des questions de sécurité sur les ondes et dans les espaces publics.  |
| Indicateur 2.2.2 : nombre autorités locales et membres des instances de sécurité formés sur genre et RSS | **0** | **250** | **250** | **250** |  |
| Indicateur 2.2.3Nombre de séances de dialogue réalisés : intercommunautaires, Intergénérationnels, filles/garçons, hommes/ femmes, leaders féminins et jeunes de différents groupes socioculturels et les autorités locales, CMOP, USMS, CTS, CPLR, etc | **0** | **105** | **105** | **74** | La période électorale et post-électorale avec le nouveau contexte sécuritaire n’ont pas permis d´organiser le nombre de sessions dans toutes les régions et dans les délais planifiés.. |
| Produit 2.3**Nombre des jeunes, femmes, hommes, filles et garçons appuyés** | Indicateur 2.3.1Nombre de jeunes formés en entreprenariat | **0** | **100 ( 90 femmes)** | 100 | 100 dont 90 femmes |   |
| Indicateur 2.3.2Nombre de jeunes femmes et filles formés en micro-entreprenariat et appuyés dans la réalisation de leurs microprojets | **0** | **800 ( 720 femmes)** | **800** | **800 formés dont 720 femmes et 100 ont été appuyés**  |   |
| **Résultat 3****D'ici juin 2020, un réseau national d'organisation de la société civile sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et judiciaire en faveur de tous.** | Indicateur 3anombre de projets de lois/ révision de politiques du secteur de la sécurité soumis aux autorités nationales de validation | **0** | **2** | **2** | **0** |  |
| Indicateur 3bnombre de départements ministériels du secteur de la sécurité dont lebudget est sensible au genre | **0** | **2** | **2** | **0** |  |
| Produit 3.1**1 inventaire et 5 analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés** | Indicateur 3.1.1   Nombre de rapport d'inventaire et analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés,     | **0** | **6** **( 1 rapport d’inventaire et 5 rapports d’analyse)** | **6** | **1 rapport général**  | Dans la réalisation de l’activité, il est apparu plus efficient de produire un rapport d’analyse au lieu de 5 rapports séparés vu l’imbrication des éléments entrant en ligne de compte. Le rapport présente donc dans une 1ere parte l’inventaire et ensuite l’analyse |
| Indicateur 3.1.2Nombre d´atelier incluant les autorités nationales relatifs à larestitution des résultats d´analyse de politique, lois et budget organisés | **0** | **1** | **1** | **3** |  |
| Produit 3.2**Actions de Plaidoyer et lobbying réalisées par la plateforme nationale des OSC engagées dans la RSS** | Indicateur 3.2.1nombre de rencontres de lobbying entre les membres du réseau OSC national RSS et les autorités gouvernementales et groupes parlementaires | **0** | **15** | **15** | **5** | La majorité des rencontres planifiées avec les ministères sectoriels a été reportée par les Autorités pour diverses raisons politico-administratives.Il est envisagé d’augmenter les cibles en intégrant les directions techniques des ministères pour soutenir l’objectif et pour faciliter l’accès aux Autorités identifiées |
| Indicateur 3.2.2nombre d´outils de communication produits et disséminés | **0** | **1** | **1** | **1 (plan de communication du projet)** |  |
| Produit 3.3 **Les points focaux genre de la RSS engagés auprès des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre** | Indicateur 3.3.1nombre de points focaux genre -RSS formés / renforcés | ND | **20 ( 10 femmes et 10 hommes)** | **20** | **24 ( 12 femmes et 12 hommes)** |  |
| Indicateur 3.3.2nombre de sessions de formations en cascade réalisées par les points focaux genre au profit des USMS et des FDSI et d´accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre contrôle démocratique desOSC féminines, de jeunes et sensibles au Genre |  | 15 | 15 | **18** |  |